

COMMUNIQUÉ

Entre les professeur-es de lycée professionnel et le ministre, les désaccords sévères sont profondément ancrés

Les résultats de l'enquête IPSOS commandée par la FSU et dévoilée le 1^{er} décembre 2020 sont sans appel du point de vue des professeur-es de lycée professionnel. Leur défiance à l'égard du ministre et de sa politique éducative est optimum : les PLP sont **67 % à contester ses réformes et 70 % à les déclarer inutiles pour les élèves**. Au-delà des réformes, c'est la totalité de la gestion ministérielle qui est vertement critiquée par l'ensemble de la communauté éducative : Covid-19, Attentat, laïcité.

Le SNUEP-FSU a sans cesse dénoncé auprès du ministère une détérioration alarmante des conditions de travail des personnels imputable à sa réforme de la voie professionnelle. Les résultats de l'enquête confirment ces alertes puisque **68 % des PLP dénoncent un accroissement de leur charge de travail**. Le ministre s'est toujours moqué ouvertement des alertes syndicales. En maintenant ses choix irresponsables, il porte une lourde responsabilité vis-à-vis de la profession car le risque est grand de voir leur santé continuer de se dégrader et de voir perdurer la pénurie en matière de recrutement. **Alors que 79 % des PLP déclarent que leur salaire et leur carrière ne témoignent aucunement d'une juste valorisation de leur travail**, le ministre poursuit sa volonté d'imposer toujours plus de missions supplémentaires. Son Grenelle comme son colloque scientifique « Quels professeurs au XXI^{ème} siècle » sont une nouvelle provocation faite à la profession : les ateliers et présentations ne véhiculent que des poncifs éculés ou des idées qui entraveraient toujours plus l'égalité. Comment peut-il en être autrement quand, pour échanger sur nos métiers, ces deux opérations de communication ne laissent aucune place aux enseignant-es. Les PLP ne s'y trompent pas, **67 % d'entre elles et eux se déclarent insatisfait-es du plan de revalorisation salariale**.

Pour le SNUEP-FSU les résultats de cette enquête doivent forcer le gouvernement à prendre ses responsabilités vis-à-vis d'un ministre atteignant un niveau de défiance jamais égalé.

Pour le SNUEP-FSU une loi de programmation doit rapidement être proposée pour revaloriser le travail, les métiers, les salaires et les carrières de tous les personnels. Le projet de supprimer 1 800 postes pour la rentrée prochaine doit être abandonné et, au contraire, un plan pluriannuel de recrutement doit être décidé rapidement.

Face à l'ampleur de la crise économique et sociale, le SNUEP-FSU revendique l'abrogation de la réforme de la voie professionnelle et un grand plan d'investissement dans les lycées professionnels afin de sécuriser les parcours scolaire et professionnel des jeunes.